



N° 50-2017

Document mis  
en distribution

Le - 9 JUIN 2017

---

# ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

---

Enregistré au secrétariat général de l'assemblée le - 9 JUIN 2017

## RAPPORT

**SUR LE PROJET DE LOI DU PAYS PORTANT DÉROGATION, À TITRE EXCEPTIONNEL, À LA  
DURÉE MAXIMALE DE RECRUTEMENT DES AGENTS NON TITULAIRES DANS LE CADRE  
DES CONCOURS DE RECRUTEMENT OUVERTS AU TITRE DE L'ANNÉE 2017,**

*présenté au nom de la commission de l'économie, des finances, du budget  
et de la fonction publique*

*par M<sup>me</sup> Virginie BRUANT et M. Antonio PEREZ,*

*Représentants à l'assemblée de la Polynésie française,  
Rapporteurs du projet de loi du pays.*

---

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs les représentants,

Par lettre n° 3163/PR du 19 mai 2017, le Président de la Polynésie française a transmis aux fins d'examen par l'assemblée de la Polynésie française, un projet de loi du pays portant dérogation, à titre exceptionnel, à la durée maximale de recrutement des agents non titulaires dans le cadre des concours de recrutement ouverts au titre de l'année 2017.

Dans le cadre de la planification de l'ouverture des concours de la fonction publique, le conseil des ministres a programmé un calendrier triennal, de 2016 à 2018, afin de rationaliser les recrutements compte tenu des besoins exprimés par les services et des moyens dont dispose l'administration pour organiser ces opérations.

La loi du pays n° 2016-24 promulguée le 8 juillet 2016 s'est inscrite dans cette démarche en prévoyant une dérogation, à titre exceptionnel, à la durée maximale de recrutement des agents non titulaires dans le cadre des concours de recrutement ouverts au titre de l'année 2016.

Pour l'année 2017, l'ouverture des dix concours suivants a été programmée : rédacteurs de catégorie B, conseillers d'éducation artistique de catégorie A, conseillers des activités physiques et sportives de catégorie A, assistants d'éducation artistique de catégorie B, adjoints d'éducation artistique de catégorie C, sages-femmes de catégorie A, praticiens hospitaliers de catégorie A, infirmiers de catégorie A, personnels médico-techniques de catégorie B et personnels de rééducation de catégorie B.

Eu égard à la périodicité de l'organisation des concours ces dernières années, certains agents non titulaires occupant des emplois dans l'un de ces cadres d'emplois atteindront la durée maximale de recrutement au cours de l'année 2017.

Or, certains de ces emplois ne peuvent rester inoccupés même pendant une courte période et il serait donc inévitable d'avoir recours au recrutement d'un nouvel agent non titulaire. Pour éviter les dysfonctionnements liés à de telles situations (durée d'adaptation de l'agent sur son poste de travail notamment), le présent projet de loi du pays permet, comme la mesure exceptionnelle qui a été prévue en 2016, de prolonger la durée maximale de recrutement des agents non titulaires qui occupent des postes ouverts à un concours organisé en 2017. La durée de recrutement de ces agents ne pourra dépasser quatre-vingt-dix jours suivant la proclamation des résultats du concours considéré.

Pour information, le Conseil supérieur de la fonction publique a rendu un avis favorable sur ce projet de texte lors de sa séance du 17 mars 2017.

#### **TRAVAUX EN COMMISSION**

Lors de l'examen en commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique dans sa séance du 9 juin 2017, le projet de loi du pays portant dérogation, à titre exceptionnel, à la durée maximale de recrutement ouvert au titre de l'année 2017, a permis de disposer de données chiffrées sur l'application en 2016 ainsi que son application pour 2017.

Pour l'année écoulée, cette mesure s'avérait indispensable car 10 ingénieurs ont pu être maintenu en poste jusqu'à la nomination des lauréats, notamment des radio physiciens, des ingénieurs du service de l'urbanisme,....

Pour l'année en cours, le volume des agents touchés par cette mesure n'est pas conséquente, à savoir 174 postes ont été ouverts à concours dont 143 sont occupés par des agents non titulaires. Sur cet effectif, 30 % des recrutements en application de l'article 33-4 sont concernés et devraient atteindre leurs limites maximales jusqu'en 2018.

Par ailleurs, un amendement a été adopté en commission. Ce dernier prévoit l'insertion d'un article LP 2 qui permettra de proroger éventuellement l'engagement d'agents non titulaires afin de disposer des compétences en présence et d'optimiser les moyens des services et des établissements publics administratifs, lorsque la continuité et l'efficience du service public l'imposent.

Le renouvellement de contrat s'inscrit dans les mêmes conditions prévues à l'article LP.1 à savoir exclusivement sur des postes mis à concours ce qui sous-tend pour les cadres d'emplois dont les concours sont ouverts dans l'année en cours.

\* \* \*

*À l'issue des débats, le projet de loi du pays portant dérogation, à titre exceptionnel, à la durée maximale de recrutement ouvert au titre de l'année 2017 a recueilli un vote favorable unanime des membres de la commission.*

*En conséquence, la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique propose à l'assemblée de la Polynésie française d'adopter le projet de délibération ci-joint.*

#### LES RAPPORTEURS

Virginie BRUANT

Antonio PEREZ



---

## ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOI ORGANIQUE N° 2004-192 DU 27 FÉVRIER 2004

SESSION ADMINISTRATIVE

---

### LOI DU PAYS

(NOR : DRH1700225LP)

portant dérogation, à titre exceptionnel, à la durée maximale de recrutement des agents non titulaires dans le cadre des concours de recrutement ouverts au titre de l'année 2017

L'assemblée de la Polynésie française a adopté le projet de loi du pays dont la teneur suit :

---

*Travaux préparatoires :*

- Avis du Conseil supérieur de la fonction publique du 17 mars 2017 ;
  - Arrêté n° 653 CM du 19 mai 2017 soumettant un projet de loi du pays à l'assemblée de la Polynésie française ;
  - Examen par la commission de l'économie, des finances, du budget et de la fonction publique le 9 juin 2017 ;
  - Rapport n° 50-2017 du 9 juin 2017 de M<sup>me</sup> Virginie BRUANT et M. Antonio PEREZ, rapporteurs du projet de loi du pays ;
  - Adoption en date du 22 juin 2017 ;
-

**Article LP 1.-** Par dérogation à l'article 9 de la délibération n° 2004-15 APF du 22 janvier 2004 modifiée, relative aux agents non titulaires des services et des établissements publics administratifs de la Polynésie française et à titre exceptionnel, la durée maximale de recrutement des agents non titulaires dont le poste est offert à un concours ouvert en 2017, est prorogée jusqu'au quatre-vingt-dixième jour suivant la proclamation des résultats.

**Article LP 2.-** À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, l'article LP 1 de la présente loi du pays peut, sous réserve de l'accord préalable du ministre en charge de la fonction publique, s'appliquer à tout emploi permanent figurant sur la liste des postes jointe en annexe de l'arrêté portant ouverture et organisation matérielle d'un concours pour le recrutement de fonctionnaires de la Polynésie française.

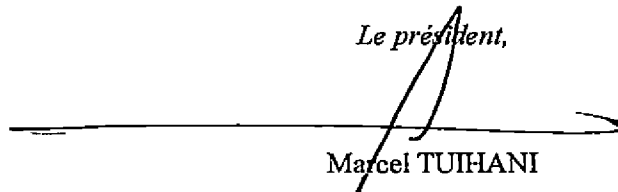
Délibéré en séance publique, à Papeete, le 22 juin 2017

*La secrétaire de séance,*



Armelle MERCERON

*Le président,*



Marcel TUIHANI